

MÉTROPOLE DE LYON

Renaud Payre : « Il faut arrêter d'être dans le rejet de l'autre »

Du 13 au 23 octobre, la Métropole de Lyon, les villes de Lyon et Villeurbanne proposent la semaine de l'hospitalité. Citoyens, associations, acteurs publics et privés vont échanger sur ce sujet. Renaud Payre (DVG), vice-président de la Métropole chargé de l'habitat, nous en dit plus.

Alors que la campagne présidentielle connaît une surenchère sur l'immigration, pensez-vous que la question de l'hospitalité soit majeure dans notre société et sur notre territoire ?

« Bien sûr que c'est une question majeure et c'est bien parce que la campagne présidentielle s'embarque mal de ce côté-là qu'il faut que les collectivités rappellent ce qui se passe concrètement sur les territoires. C'est-à-dire des hommes jeunes, des femmes avec leurs enfants qui aujourd'hui sont dans la Métropole et que nous ne parvenons pas à accueillir dignement. Quand je dis nous, ce sont les pouvoirs publics. Les associations, les citoyens le font. On accueille, mais de bric et de broc, sans accueillir dignement. Notre volonté, c'est de changer de cul-



« Des hommes jeunes et des femmes avec leurs enfants ne sont pas accueillis dignement sur notre territoire », confie Renaud Payre. Photo Progrès/Stéphane GUIOCHON

ture et d'ouvrir le débat autour de l'accueil et de l'hospitalité dans notre Métropole avec les villes de Lyon et de Villeurbanne. »

On trouve aujourd'hui beaucoup de tentes et de bidonvilles dans la Métropole. Quelles solutions apporter ?

« On a apporté des solutions depuis qu'on est arrivé au mois de juillet 2020. D'abord, il y a eu la sortie du squat Maurice-Scève, avec la mise à Fabri des occu-

pants. Dans la foulée, on a dégagé trois terrains métropolitains pour faire de l'accueil. Avec La Station (Centre d'hébergement d'urgence dans le 4^e) grâce à l'association Le Mas, c'est plus d'une centaine de jeunes qui sont passés depuis l'ouverture. À La Base et aux Amazones (sites d'hébergement temporaire), des familles avec des enfants de moins de 3 ans sont prises en charge. Là, on accompagne ces familles avec l'association Le Mas et le Foyer

Notre-Dame des Sans-Abri. Ça n'avait jamais été fait, mais il faut le dire très clairement, cela ne suffit pas. »

Qu'attendez-vous de l'État ?

« Aujourd'hui, on souhaite que l'État réagisse. On appelle l'État à prendre ses responsabilités aussi. Il faut que l'on avance ensemble sur cette question. Il y a aussi dans des écoles, des familles dont les enfants sont à la rue. Il faut que tout le monde se mette autour de la table. C'est pour cela qu'on a voulu cette semaine de l'hospitalité. On ne peut pas toujours agir dans l'urgence. Il faut prendre le temps de réfléchir aux moyens que nous devons engager, nous métropole, mais avec les communes et surtout avec l'État. Il faut établir un cap sur plusieurs années. »

Est-ce que vous faites une différence entre les sans-abri accidentés de la vie et les migrants ?

« Chaque public doit être pris en compte. La lutte contre le sans-abrisme appelle à des attentions particulières pour chacun des publics. Oui, nous allons en parler dans la semaine de l'hospi-

talité. Il y a des vraies attentes et des vrais objectifs. Il faudrait développer un vrai service public de la rue au logement. Il faut trouver des solutions pour que la rue ne soit pas la seule possibilité laissée à une partie de notre population. Oui, il faut agir et oui je fais une différence, nous ne sommes pas dans les mêmes problématiques. »

Comment changer le regard des gens ?

« Il faut parler en termes positifs de l'hospitalité et de l'accueil. Il faut arrêter d'être tout le temps dans le rejet de l'autre et qu'on puisse concrètement se dire que ce qui fait notre humanité et notamment à Lyon, c'est cette capacité à accueillir. C'est cette capacité à être dans la main tendue précisément. C'est exactement ce que font le Foyer Notre-Dame des Sans-Abri, Alynéa, Le Mas mais aussi des associations paroissiales et bien d'autres... »

Propos recueillis par Damien LEPETITGALAND

Le programme de la semaine de l'hospitalité est à découvrir sur le site de la Métropole www.grandlyon.com

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

L'écriture inclusive bannie par la Région de Laurent Wauquiez

La collectivité dirigée par Laurent Wauquiez (Les Républicains) ne veut pas entendre parler de l'écriture inclusive.

Chez Laurent Wauquiez, l'écriture inclusive est *persona non grata*. Dans une note interne du 4 octobre sur le « bon usage du français », que *Le Progrès* s'est procurée, la région Auvergne-Rhône-Alpes bannit l'écriture inclusive de tous les actes, courriers, rapports et délibérations produits par la collectivité.

« Anarchie typographique »

« Il importe d'écrire en français, intelligible par tous, et donc de bannir définitivement l'écriture dite inclusive dont l'anarchie typographique méconnaît les règles de l'orthographe et de la syntaxe française et qui crée une barrière supplémentaire à un grand nombre de personnes en situation de handicap », explique la note. Exit donc les « directeur (ice) s » ou les « ingénieurs/euses territoriaux/ales » « alors qu'il est possible de s'exprimer correctement ».



Pour la Région, l'écriture inclusive « crée une barrière [...] à un grand nombre de personnes en situation de handicap ». Photo Progrès/B. P.

C'est un des nombreux points de divergence entre la mairie de Lyon, écologiste, et la Région, à droite. La ville, après l'élection de Grégory Doucet (EELV), avait indiqué vouloir utiliser l'écriture inclusive dans sa communication, avant de temporiser, puis de l'adopter. Ce choix a été vivement critiqué par l'opposition.

Dans la même note, est également demandé d'éviter tout anglicisme et de limiter l'emploi des sigles. L'usage des « acronymes « Région Ara » ou « AURA » doit être prohibé » pour préférer « région Auvergne-Rhône-alpes » avec deux tirets.

Jean-Philippe CAVAILLEZ

LA BONNE HUMEUR ARRIVE DANS VOTRE VILLE

Christian Morin de 9h30 à 12h

ÉCOUTEZ RADIO CLASSIQUE EN DIFFUSION NUMÉRIQUE*

* Disponible sur les postes radio équipés DAB+ Et votre journée devient plus belle